

La campagne de Crimée, une opération informationnelle exemplaire

Le succès de la campagne de Crimée est désarmant : 190 bases militaires ukrainiennes se sont rendues en trois semaines alors qu'elles n'étaient pas confrontées à un déploiement en masse russe. En d'autres termes, en moins d'un mois, 16.000 soldats ukrainiens ont perdu une bataille face à 10.000 hommes de troupes d'assaut dont le véhicule de transport le plus lourd était un BTR80ⁱ.

Pendant un certain laps de temps, notamment lors du conflit israélo-libanais de 2006, l'asymétrie a été associée à des conflits caractérisés par des acteurs de nature différente et aux capacités contrastées. Or, l'annexion de la Crimée témoigne de l'efficacité des stratégies asymétriques au sein de conflits interétatiques, soit entre des acteurs souverains disposant de capacités conventionnelles. L'asymétrie n'est alors pas relative à la nature des acteurs, faible ou puissant, mais au choix des techniques, stratégies, et centres de gravité conflictuels.

Le déploiement des tactiques asymétriques vise à empêcher un adversaire de défendre ses intérêts au travers d'opérations psychologiques, d'*information warfare* et d'intimidation par la démonstration de forces conventionnelles, de pression économique et d'opérations des forces spéciales notamment déguisées en partisans locauxⁱⁱ.

Ainsi, un rapport de la House of Commons britannique souligne que, après avoir concentré les efforts pendant plus d'une décennie sur la contre-insurrection, il est nécessaire de reporter l'attention, tant en termes d'entraînement militaire que de recherche académique, sur les conflits interétatiques. Parallèlement, le rapport considère que la menace la plus immédiate pour les pays de l'OTAN voisins de la Russie est asymétriqueⁱⁱⁱ.

En d'autres termes, se pose désormais une question fondamentale : quelle est la structure d'une stratégie asymétrique dans un conflit interétatique ? L'information, tant au plan logique que sémantique, est au cœur de la stratégie asymétrique (I). Dans cette analyse, on se concentrera uniquement sur cette dimension du conflit en prenant l'exemple de la campagne de Crimée (II). Toutefois, cette dernière ne constitue pas uniquement un *test case* d'une matrice de guerre informationnelle. Elle constitue également une opération de minage du modèle juridique et libéral occidental piégé au sein de son propre discours (III).

I) La nature informationnelle du conflit non linéaire.

Techniques ou conflits ambigus, non conventionnels, non linéaires, asymétriques, hybrides... : la nouvelle conception russe du conflit interétatique est difficilement appréhendée en Occident.

Les définitions données varient mais elles ont pour point commun de placer l'information au cœur de cette conflictualité. Celle-ci, indépendamment de la question controversée de sa nouveauté, déstabilise les Occidentaux qui avaient estimé, depuis l'éclatement de l'URSS, être en position de force.

Le journal russe *Pensée militaire* souligne les avantages des techniques asymétriques mises en œuvre sur les plans politique, économique, informationnel, technologique et écologique, face à un adversaire disposant de capacités militaires supérieures^{iv}.

De même, Valery Gerasimov écrit que l'efficacité des moyens non militaires afin d'atteindre des objectifs politiques et stratégiques dépasse aujourd'hui celui des moyens conventionnels : la tendance est à un usage important des moyens politiques, économiques, informationnels, humanitaires, auxquels sont adjoints des moyens militaires dissimulés dont des opérations

informationnelles et des forces spéciales^v. Cette présentation semble indiquer que l'information est au cœur de l'asymétrie dans une telle conception.

Une telle théorisation d'origine russe, amplement diffusée, pourrait avoir pour but de dissimuler une réalité essentiellement conventionnelle. Elle constituerait ainsi un piège informationnel.

Toutefois, Chris Donnelly, ancien *Special Adviser for Central and Eastern European Affairs* de l'OTAN et directeur de l'*Institute for Statecraft*, semble partager la même compréhension du conflit non-linéaire russe. Il résume celle-ci de la sorte :

« ...utilise une force conventionnelle et non conventionnelle ; intègre à l'usage de la force des outils non militaires dans les domaines du cyber, de l'économique et du politique ; intègre le tout dans un immense et puissant programme d'information warfare, et le soutient par l'idéologie. Ceci représente un changement dans la nature du conflit. L'objectif de l'opération est de briser l'intégrité de l'Etat – en l'espèce de l'Ukraine – avant d'avoir besoin de passer la frontière avec une force d'invasion déclenchant ainsi l'Article 5. Nous assistons ainsi à une forme de conflit qui se situe en dessous de notre seuil de réponse. »^{vi}.

De même, l'OTAN a mis en œuvre un nouveau centre de recherche en janvier 2014 : celui-ci est entièrement dédié à la communication stratégique. Il a ainsi publié une étude intitulée « *Analysis of Russia's Information Campaign against Ukraine* »^{vii}. Il souligne la volonté russe d'adapter des techniques soviétiques à l'ère informationnelle aboutissant à « *une nouvelle réalité où la supériorité informationnelle, par rapport aux capacités militaires, devient de plus en plus importante* »^{viii}. En effet, le rapport considère que la nouvelle conception russe du conflit place les opérations informationnelles au cœur de la stratégie attribuant une place de support aux forces militaires conventionnelles^{ix}. Ainsi, le centre de gravité du conflit se serait déplacé du territoire physique aux « cœurs et esprits » de la population^x.

La description du conflit non linéaire de la House of Commons britannique met également en avant un ensemble systématisé des techniques au sein desquels l'information est cruciale: cyber-attaques, opérations de désinformation, opérations psychologiques et de propagande afin de provoquer des mouvements de subversion au sein de la population de l'Etat adverse, attaques économiques afin de déstabiliser l'économie adverse, attaques « proxy » par le recours à des civils armés ou des groupes terroristes (les « petits hommes verts »)^{xi}.

A l'image du journal russe *Pensée militaire*, quel que soit le qualificatif que l'on choisisse de retenir – conflictualité asymétrique, non linéaire, hybride... - ces analyses placent l'information au cœur de l'actuelle stratégie conflictuelle russe.

Le colonel Chekinov et le lieutenant Bogdanov résument les diverses phases de ce conflit « non linéaire »:

- 1) Conflit asymétrique non militaire, comprenant des méthodes informationnelles, morales, psychologiques, idéologiques, diplomatiques et économiques, afin d'établir un environnement politique, économique et militaire favorable.
- 2) Opérations spéciales afin d'induire en erreur les décideurs politiques et militaires au travers de mesures coordonnées menées par les canaux diplomatiques, médiatiques et les agendas gouvernementales et militaires, en faisant fuiter de faux ordres, directives, instructions et informations.
- 3) Intimider, tromper et corrompre des membres du gouvernement et des officiers militaires afin qu'ils n'accomplissent pas leur devoir de service public.
- 4) Propagande de déstabilisation afin d'augmenter le mécontentement au sein de la population, stimulée par l'arrivée de groupes de militants russes, intensifier la subversion.

- 5) Etablissement de zones d'exclusion aérienne dans le pays cible, imposition de blocus, et utilisation intensive d'entreprises militaires privées en étroite coopération avec les unités de l'opposition armée.
- 6) Commencement de l'action militaire, immédiatement précédée par des missions subversives et de reconnaissance à large échelle. Tous les types, les méthodes et forces, dont les forces spéciales, de renseignement : électronique, diplomatique, industriel, des services de renseignement,...
- 7) Elimination des points de résistance et destruction des unités ennemies survivantes au travers d'opérations spéciales conduites par des unités de reconnaissance qui localisent les unités ennemies et transmettent leurs coordonnées aux unités de missile et d'artillerie; feux roulants afin d'anéantir les unités du défenseur résistantes par des systèmes d'armement avancés ; opérations aéroportées afin d'encercler les derniers points de résistance ; opérations de « nettoyage » par des unités terrestres.^{xiii}

L'idée principale est ainsi de réduire au minimum le déploiement de forces conventionnelles en détruisant, en amont, la « capacité d'action collective » (Aron, 1962) de l'adversaire par des premières phases d'opérations psychologiques et informationnelles.

Vu l'efficacité de la mise en œuvre – l'annexion de la Crimée sans déclaration de guerre - il est crucial de comprendre le rôle exact de la dimension informationnelle. Cela exige de discerner le savoir-faire sous-tendant son application et ses conséquences sur la légitimité des acteurs et l'encadrement de leur marge d'action. Plus concrètement, si le rapport précité de la House of Commons souligne que ce modèle de techniques non linéaires a déjà été mis en œuvre lors des cyberattaques en Estonie en 2007 et des affrontements en Géorgie en 2008, le rapport otanien précité se penche sur le cas ukrainien estimant qu'il constitue un « *test case* » des nouvelles lignes directrices russes en matière de conflictualité.

II) Le cas ukrainien comme « test case »

Le cas ukrainien est perçu comme un « *test case* » utile pour étudier la nouvelle conception russe de conflit non linéaire axé sur l'information.

En termes de savoir-faire, une analyse pertinente des campagnes informationnelles visant l'annexion de la Crimée doit autant se pencher sur la construction du contenu informationnel que sur les vecteurs contenant l'information.

A. Le contenu informationnel : un discours déployé sur le terrain issu des documents de politique étrangère russe

▪ Le cadre narratif de long terme : au sein d'un monde multipolaire, l'existence d'un « monde russe » légitime la défense des « compatriotes » à l'étranger

La campagne informationnelle menée en Ukraine fait écho aux documents officiels russes de politique étrangère tels que celui de 2007 et de 2009^{xiii} mettant en œuvre des axes narratifs déjà exposés dans ces documents :

- la défense des « compatriotes » russes résidant à l'étranger,
- l'existence d'un « monde russe », et son corollaire, l'idée d'une différence de civilisations dans le monde.

Le discours du Concept de la politique extérieure de la Fédération de Russie, publiée le 18 février 2013, sous-tend une volonté de puissance et développe ses axes narratifs. Il reprend notamment l'idée d'un « monde russe » caractérisé par l'existence de « compatriotes » à

l'étranger à défendre. Il l'inscrit sur un fond d'affrontement civilisationnel marqué par un déclin de l'Occident dont les alliances militaires se révèlent incapables de contrecarrer l'éventail des menaces transfrontalières^{xiv}

Etant donné la dimension identitaire du discours, il nous semble que les arguments historiques et linguistiques apparaissent fondamentaux dans la construction de celui-ci. L'idée du « monde russe » légitime tant la défense des « compatriotes » à l'étranger que la construction d'un système normatif spécifique, non imposé de l'extérieur.

Or, il nous semble que lorsque la Russie intègre dans sa sphère civilisationnelle les « compatriotes » à l'étranger, elle définit également l'identité de l'Etat accueillant de tels « compatriotes » : la construction d'une identité est également la construction de l'identité de l'Autre et de sa légitimité à exister et donc à agir. Ainsi, il est crucial de percevoir que la construction de l'identité des acteurs légitime leurs actions. Accepter le discours d'autrui revient ainsi à accepter le cadre d'action qu'il pose.

▪ Le déploiement du discours narratif dans le cas ukrainien

Les actions de combat contre Kiev apparaissent légitimes dès lors qu'elles apparaissent défensives. Dans cette perspective, le discours russe développe plusieurs axes :

- les civils russes sont soumis aux attaques de l'armée ukrainienne et de mouvements d'extrême-droite,
- les journalistes russes sont soumis à la censure brutale de Kiev,
- la Russie est ouverte aux négociations.

Une narrative de la violence étatique adverse est ainsi déployée, violence d'autant plus difficile à enrayer qu'elle semble être le fruit d'un Etat qui est dans une pure logique d'affrontement.

Ainsi, la Russie, à travers son Ministre des Affaires étrangères, accuse Kiev de commettre des « atrocités », des « crimes contre l'humanité » en s'attaquant à des civils russes sur le territoire ukrainien^{xv xvi}.

En posant que l'Autre est offensif, l'action d'un acteur apparaît défensive. Elle apparaît d'autant plus légitime lorsque l'Autre n'accepte pas la négociation :

« Nous appelons encore une fois les autorités de Kiev à se raviser et arrêter cette guerre violente contre son peuple. Tous les problèmes ne doivent pas être résolus sur le champ de bataille, mais à la table des négociations. »^{xvii}.

La supposée violence de l'Etat ukrainien est anxiogène pour la population russophone vivant en Ukraine. Le rapport otanien soutient que les media russes ont particulièrement développé cet axe de discours : l'Ukraine de l'Est serait attaquée, leurs biens confisqués, l'utilisation de la langue russe interdite...^{xviii} Une telle démarche permettrait d'activer cette diaspora comme caisse de résonance des positions du Kremlin.

Il est remarquable que les discours à l'attention de ce public et celui à l'attention de la communauté internationale soient en cohérence évitant ainsi tout risque de contradiction et se renforçant mutuellement.

Dans les deux cas, Moscou dénonce l'offensive de l'extrême-droite ukrainienne. L'Histoire est alors instrumentalisée. L'utilisation d'un marqueur négatif, tel que le fascisme, permet d'évacuer tout débat en délégitimant *ab initio* l'adversaire. Le danger « néofasciste » était déjà dénoncé dans le document de la « Survey of Russian Federation Foreign Policy Review » de 2007 (*“the defense of the rights of compatriots and the struggle against the manifestations of neofascism »^{xix}*).

L'ancienne Secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton s'est jointe à la bataille rhétorique en faisant également appel à de fortes références historiques. Elle a ainsi accusé Moscou de développer la même logique qu'Hitler lorsque celui-ci invoquait la défense des Allemands présents en Roumanie ou Tchécoslovaquie.

Par contraste, Moscou souligne son engagement humanitaire. L'Etat russe s'associe à un marqueur positif dont la légitimité est incontestable, en effectuant des donations à la Croix Rouge^{xx}.

Ainsi, la Russie intègre, dans son discours, les références au droit humanitaire et à la légitimité onusienne :

« Ceci paraît particulièrement éhonté dans le contexte des bombardements de cibles civiles par les forces ukrainiennes qui ont tué des civils, dont des enfants. Nous parlons du bombardement d'écoles à Donetsk le 5 novembre et de Gorlovka le 14 novembre, ainsi que de nombreux autres incidents. [...] Les défenseurs des droits de l'homme à l'ONU condamnent de nombreuses violations de ces droits par les autorités et les forces de l'ordre ukrainiennes, notamment, par le Service de Sécurité et le ministère des Affaires Intérieures de l'Ukraine, ainsi que par les bataillons «Aydar», "Azov", "Chakhteursk". Ils soulignent que les actions de Kiev dans le Sud-Est du pays ont été accompagnées de cas de détentions arbitraires, de disparitions forcées, de torture et des traitements dégradants.^{xxi} Le rapport note également l'absence de mesures concrètes pour enquêter sur ces violations.» (Commentaire du Département de l'Information et de la Presse du Ministère russe des Affaires Etrangères sur le nouveau rapport de Mission d'observation de l'ONU des droits de l'homme en Ukraine)^{xxii}

Ce commentaire révèle un autre axe du discours russe constitué d'une logique légaliste et judiciaire réitérée dans les discours du MAE russe :

« Nous demandons de lancer immédiatement une enquête sur ce crime à Donetsk et d'engager à ces fins des représentants de l'OSCE. Il est nécessaire de faire tout pour que cessent les bombardements par Kiev des villes du sud-est de l'Ukraine et éviter de nouvelles morts insensées de civils. »^{xxiii}

L'absence d'une enquête judiciaire permet de pointer une contradiction chez l'adversaire.

Sans regarder nécessairement du côté russe, cela laisse songeur sur les possibilités d'instrumentalisation, en termes de guerre d'information, de la judiciarisation des opérations militaires et des activités de combat.

On pense notamment à l'affaire d'Uzbin lors de laquelle certains media français avaient mis en cause l'armée française en s'appuyant, notamment, sur des interviews des talibans^{xxiv}. On songe également aux risques d'instrumentalisation, lors de campagnes informationnelles, de l'arrêt *Al-Skeini et autres c. Royaume-Uni* de la Cour européenne des droits de l'homme. La décision considère que le Royaume-Uni avait juridiction au sens de l'article 1 de la convention (obligation de respecter les droits de l'homme) quant aux civils tués au cours d'opérations de sécurité menées par des soldats britanniques en territoire irakien. Le Royaume-Uni avait donc l'obligation d'enquêter sur ces décès. Il est toutefois souligné que cet arrêt se fonde notamment sur une circonstance exceptionnelle tenant à la présomption de responsabilité du Royaume-Uni pour assurer le maintien de la sécurité dans la portion du territoire irakien où les civils sont décédés.

Le choix russe de judiciariser le discours conflictuel n'est donc pas hasardeux : il entre directement en résonance avec une culture juridique européenne et nord-américaine. De même, Moscou s'est approprié le concept américain de « *soft power* ».

B. Le choix des vecteurs informationnels

▪ Le « soft power » russe, mutation d'un concept américain

Dans son article « *Russia and the Changing World* », Vladimir Poutine évoque l'exercice du "soft power" à l'ère du cyberspace. Il présente son analyse comme une leçon tirée des Printemps arabes :

« The Arab Spring has graphically demonstrated that world public opinion is being shaped by the most active use of advanced information and communications technology. It is possible to say that the Internet, social networks, cell phones etc. have turned into an effective tool for the promotion of domestic and international policy on a par with television. This new variable has come into play and gives us food for thought – how to continue developing the unique freedoms of communication via the Internet and at the same time reduce the risk of its being used by terrorists and other criminal elements. »^{xxv}

A l'aune de ces événements, il décrit sa conception du « soft power », concept forgé par les Américains Joseph Nye et Robert O. Keohane (1972). La vision américaine met en avant une approche relationnelle de la puissance conçue comme action sur l'autre par l'influence, la séduction et le consentement. Hans J. Morgenthau (1948) a été pionnier sur cette problématique de ralliement de l'opinion publique en faveur des politiques extérieures. Il a toutefois posé la question essentiellement en termes de soutien, d'attractivité.

Pour Vladimir Poutine, le « soft power » est un ensemble de méthodes et d'instruments qui, au travers notamment de leviers informationnels, permet de réaliser des objectifs de politique étrangère sans avoir recours aux armes. L'accent est mis sur deux vecteurs d'influence: les nouvelles technologies d'information et de communication et les organisations non gouvernementales^{xxvi}.

Le discours plus récent du Concept de la politique extérieure de la Fédération de Russie, publié le 18 février 2013, souligne la volonté de l'Etat russe de privilégier la dimension informationnelle dans la mise en œuvre de sa politique extérieure. Cette dimension comprend des méthodes et technologies alternatives à la diplomatie classique : les capacités de la société civile, les méthodes et les technologies de l'information et de la communication et les technologies humanitaires, avec des risques d'interférence dans les affaires intérieures, de déstabilisation et de manipulation^{xxvii}.

De même, la *Shanghai Cooperation Organization*, dont la Russie est membre, a proposé la définition suivante de cyber-attaque : « *l'utilisation de cyber-technologies aux fins de miner la stabilité politique, économique et sociale* »^{xxviii}. L'inquiétude majeure de la Russie ou de la Chine ne concerne donc pas les cyber-attaques visant le sabotage ou l'espionnage mais bien plutôt la subversion.

Ainsi, ce qui est souvent présenté comme une thématique de désobéissance civile renouvelée ou d'appropriation sociale de l'arène internationale, est perçu, par certains Etats, comme une ingérence dans les affaires intérieures destinée à mettre en œuvre des stratégies de puissance au travers d'opérations d'influence.

Le document « Stratégie officielle de l'Etat » russe de 2009 présente, en son point 37, comme première menace les activités des services spéciaux étrangers, avant même les activités terroristes^{xxix}.

Aida Hozic, professeur de relations internationales à l'Université de Floride, soutient que des techniques de politique étrangère américaines et russes présentent des similarités :

« The US has, of course, been using the same techniques for years: USAID planting tweets in Cuba and the Middle East to stir anti-government movements; looking the other way to illicit (and illegal) trade when needed. »^{xxx}

Par ailleurs, si de nombreux auteurs soulignent la réactualisation d'anciennes techniques soviétiques, telles que le contrôle réflexif ou les mesures actives, d'autres évoquent l'intérêt des *political technologists* russes à l'égard de certaines pratiques de relations publiques occidentales^{xxxix} tel que le cas célèbre de la fausse « Nurse Nariya ».

Toutefois, selon Aida Hozic, la Russie, étant donné ses faibles capacités conventionnelles au regard des américaines, a développé ces techniques à un tout autre niveau : la différence ne serait plus simplement quantitative mais deviendrait qualitative^{xxxix}.

De même, Jill Dogherty, ancien chef du bureau de CNN à Moscou, souligne que, dans ce conflit ukrainien, tout le monde ment. Elle se concentre toutefois sur le fait que le Kremlin reconstruit les structures médiatiques et de propagande qui existaient à l'époque de l'Union soviétique^{xxxix}.

Mark Galeotti, professeur à la *New York University*, souligne que « le Kremlin est tellement paranoïaque qu'il finit par être à l'avant-garde du jeu en formant ce que l'on peut nommer la transformation de l'information en arme »^{xxxix}.

En tout état de cause, la campagne de Crimée confronte l'Occident, pour la première fois, à la question de défense à adopter face à des campagnes informationnelles qui ne visent pas la construction de l'attractivité mais la destruction de la légitimité de l'adversaire que ce soit l'existence de l'Etat, son intégrité territoriale, ses choix politiques... L'objectif opérationnel est alors de miner, au travers des opérations informationnelles, la « capacité d'action collective » (Aron, 1962).

▪ **Le déploiement du « soft power » dans le cas ukrainien, occupation de l'ensemble de l'espace informationnel**

Le discours russe, fruit d'une succession de documents de politique étrangère, a été projeté par de multiples opérations informationnelles menées simultanément dans plusieurs sphères médiatiques.

Des marches et référendums : la légitimité populaire et démocratique

Il existe une cohérence entre le choix du contenu et du contenant.

Ainsi, tel que souligné ci-dessus, si l'un des axes narratifs est la défense des « compatriotes », ces derniers peuvent logiquement constituer des caisses de résonance idéales. Le choix du contenu, l'axe narratif, fait écho à un potentiel réseau de diffusion de l'information à l'étranger, la diaspora russe. On retrouve ici l'appui « sur les capacités de la société civile » évoqué ci-dessus par le Concept de la politique extérieure.

Dans la même perspective, les manifestations de la société civile constituent une source de légitimité politique. Ainsi, l'organisation d'un référendum en faveur de l'annexion s'inscrit dans une logique de construction de légitimité démocratique. De même, les marches populaires sont supposées exprimer la *vox populi*. La pratique de la manifestation de rue a été théorisée par Mao Tsé Toung qui l'intègre dans la notion de mouvement de masse, celui-ci permettant d'attester de l'écho des thèses révolutionnaires et donc de leur légitimité^{xxxv}.

Certaines marches sont officiellement organisées par les troupes séparatistes de l'Est. Au-delà de l'apparence du mouvement de masse, elles s'inscrivent clairement dans une démarche de légitimité historique. Tel est le cas de la marche des prisonniers de guerre ukrainiens du 24 août 2014 défilant devant la population de Donetsk, écho de la « Marche des vaincus » organisée par l'Armée rouge en 1944 :

« C'est une parade similaire à celle qui a eu lieu à Moscou avec des prisonniers de guerre nazis. C'est notre réponse au défilé organisé à Kiev, explique Dennis Pouchiline, ex-numéro un de la République populaire de Donetsk. Et très symboliquement nous agissons comme nos grands-parents. »^{xxxvi}

La mémoire historique, se manifeste au travers du choix du vecteur de communication, la marche. Cette dernière n'est signifiante qu'en vertu de son contenu qui s'inscrit dans la mémoire collective. Dans cet exemple, les dimensions de contenant et de contenu de l'information fusionnent. Cela témoigne du fait qu'il est illusoire de vouloir analyser les conflits informationnels par le contenant, notamment dans le cyberspace, indépendamment de l'analyse du contenu informationnel véhiculé.

Du cyberspace : terrain de jeux de perceptions

L'apparence de mouvements de masse se manifeste également sur les réseaux sociaux. Le rapport otanien évoque un « *internet trolling* ». Un *troll* est « *une personne qui fomente la discorde en provoquant des conflits ou en indisposant les gens, en procédant à des posts inflammatoires, hors sujet dans une communauté online et dont le but est de provoquer des réponses émotionnelles et de perturber des échanges normaux* »^{xxxvii}. Le journal The Guardian dénonçait, le 4 mai 2014, une telle campagne pro-russe sur ses articles en ligne concernant l'Ukraine^{xxxviii}. Il spécifiait les différents indices utilisés pour parvenir à une telle conclusion : date, heure, sujet des *posts*, ton extrêmement offensif, un mauvais anglais...

L'objectif des trolls n'est pas nécessairement de persuader mais de retarder le travail d'enquête. Ils sont assimilés à des tirs de suppression par Joel Harding, un analyste militaire américain^{xxxix}.

Au-delà des commentaires postés sur différents sites, les *trolls*, selon le rapport otanien, diffusent des contenus faussés tels que la réutilisation de photographies des conflits syrien, kosovar et tchéchène. Le cyberspace s'avère également un vecteur propice pour la propagation de rumeurs d'empoisonnement de réserves d'eau, de constructions de camps fascistes ou d'histoires terribles telles que celle, analysée plus en détail ci-après, de l'enfant crucifié à Slovyansk^{xl}.

Par ailleurs, Elena Morenkova Perrier évoque la technique de la « *propagande proxy* » dans le cyberspace. Celle-ci est accomplie via un media d'apparence occidentale, « *la tactique exploitant le fait que les internautes russophones font plus volontiers confiance aux médias occidentaux que russes en raison de la dépendance évidente de ces derniers du pouvoir.* »^{xli}. A nouveau, les dimensions contenu-contenant fusionnent : le contenu modèle la perception du contenant qui, à son tour, rend le contenu crédible.

Toutefois, l'utilisation du cyberspace pour la diffusion de falsifications est plus périlleuse pour l'émetteur que la simple diffusion sur les média de masse. En effet, la permanence de l'information sur Internet permet de procéder à une analyse comparative de celle-ci. Le cas du personnage de « Andrei Petkov » est exemplaire. Un même individu incarne trois différents personnages – un citoyen ordinaire, un chirurgien, un espion- à l'occasion de trois reportages de télévision. L'article de Forbes exposant la contradiction renvoie aux trois vidéos postées sur Youtube afin d'étayer son accusation^{xlii}. De même, des sites dont l'objectif affiché est de démystifier les falsifications sur la situation ukrainienne se multiplient. Ces sites, détaille Elena Morenkova Perrier, se présentent comme « *des médias indépendants, financés par les donations des internautes selon le principe de crowdfunding, et comme des projets éminemment participatifs.* »^{xliii}. A nouveau, il est intéressant de remarquer que l'apparence du contenant, un site de particuliers, rend crédible son contenu en lui attribuant une dimension neutre et désintéressée.

Enfin, le cyberspace est utilisé pour disséminer des informations dans une stratégie de division de l'adversaire. On pense notamment à la fuite de l'enregistrement de l'échange téléphonique entre Victoria Nuland, Secrétaire d'Etat américaine adjointe pour l'Europe, et celui qui semble être l'ambassadeur américain en Ukraine. L'ensemble de l'opération est constitué de techniques informationnelles :

- captation de l'information à l'insu des protagonistes,
- diffusion de l'information sur Youtube le 4 février 2014, partagé sur Twitter par un conseiller de Vladimir Poutine le 5 février 2014^{xliv}, reprise par un article du KyivPost le 6 février 2014^{xlv}, et reprise par les journaux français le 7 février 2014,
- choix du contenu informationnel : une diplomate américaine « insulte l'Union européenne »^{xlvi}. Elle devra s'excuser, notamment après qu'Angela Merkel ait jugé ces propos « inacceptables »^{xlvii}.

Si de nombreuses analyses du cyberespace se concentrent sur les conflits informationnels par le contenant, les « tuyaux » - sabotage, espionnage – cette opération souligne à quel point le cyberespace est un terrain propice au conflit informationnel par le contenu – la subversion, les opérations psychologiques.

Sur le plan du conflit informationnel par le contenant, le rapport otanien avance que :

- des systèmes de communication ont été perturbés au niveau des forces ukrainiennes,
- qu'au niveau civil, plusieurs réseaux sociaux ont également été perturbés et que les agences gouvernementales ont fait l'objet d'une tentative de perturbation,
- que des acteurs au statut ambigu, notamment la Cyber Berkut, ont été très actifs. La Cyber Berkut est un groupe d'hackers pro-russe qui adopte le discours des Anonymous : « *We will not forget. We will not forgive.* »^{xlviii}.

Les cyber-attaques menées par des groupes de hackers au statut ambigu sont souvent relativisées au motif qu'elles ne sont pas réellement dangereuses techniquement. Toutefois, la cyber-attaque peut ne pas viser un objectif ultime de perturbation fonctionnelle des systèmes d'information (attaque par le contenant) mais bien plutôt un impact psychologique chez la cible et ses parties prenantes (attaque par le contenu) : l'attaque est alors essentiellement effective par sa dimension signifiante puisqu'elle est supposée révéler une fragilité, une vulnérabilité de l'adversaire et un rapport de force qui lui est défavorable. La cyberattaque constitue alors une opération psychologique.

Ainsi, la Cyber Berkut a récemment piraté les sites gouvernementaux allemands, juste avant une rencontre entre le Premier Ministre ukrainien et le Président allemand^{xlix}. Par ailleurs, ce supposé groupe de hackers publie sur son site un contenu informationnel visant à démoraliser, discréditer et délégitimer les troupes ukrainiennes, produisant à l'appui des documents ukrainiens supposément officiels et piratés (une liste de déserteurs, un document citant des opérations destinées à maintenir le moral des soldats ukrainiens, un supposé télégramme du Commander of the « *National Guard of Ukraine* » sur les crimes des soldats ukrainiens...):

« 28.01.2015 Cyberberkut gained access to Ukrainian Military Attorney's PC [...] The price of "the Blitzkrieg" is heavy: during two last weeks the Armed Forces of Ukraine have lost 1100 soldiers, above 100 tanks. Dozens of soldiers and officers have been captured by the guardians of Donbass. Now these scary numbers are the greatest secrets of the Kiev junta. The leadership of the National Security and Defense Council, the Ministry of Defense and the President Poroshenko spare no efforts to convince public opinion of Ukraine that "there are no casualties", "enemy is defeated", and "thousands of terrorists are eliminated". But the reality is different: the forces are demoralized and surrender, there are no reserves, mobilization makes no progress, and conscripts run away to Russia and to the West. The leadership of the so-called Antiterrorist Operation is in panic, it makes crazy orders, forms anti-retreat forces in a rear, send unskilled recruits to attack highly-trained militia's defense. At the same time criminal commanders are first to run from the battlefield and prosecutors make for themselves certificates of warfare participants and get benefits for it. Moreover, the

*population of the nearby combat territories suffers from deserters and looters, maniacs and murderers wearing uniform of the Ukrainian Armed Forces! [...]*¹

De même, la Cyber Berkut soutient avoir piraté des documents prouvant que les Etats-Unis essaieraient de convaincre Paris d'envoyer des armes en Ukraine :

« USA tries to convince Paris to send weapons to Ukraine these weapons will be used by the "volunteers" from Private Military Companies. We, CyberBerkut, have gained access to the files on the mobile device of the Green Group PMC official who recently visited Kiev as a member of American military delegation. These documents prove that the USA doesn't refuse the idea of sending lethal weapons to Kiev, although Washington would be glad to draw support from their European allies. However, if the decision about weapons' supply will be made, in order to pre-engage their obstinate partners who are disquiet about the safety of their weapons, Washington suggests to entrust it to its' experienced specialists from Western private military companies, which "of course" will come to fight against Donbas "voluntarily" »^{li}

Le texte mérite une analyse approfondie. Faisant écho au cas Nualand, il met en avant l'idée d'une division entre les Occidentaux, division qui serait dépassée par le recours à des mercenaires. Il répond implicitement aux critiques occidentales selon lesquelles Moscou aurait eu recours à des mercenaires en Crimée.

Lorsque la Cyber Berkut, ou tout autre groupe du même type, se présente comme une communauté de hackers, elle indique que son activité principale est le piratage, une opération informationnelle par le contenant (effraction au travers d'une couche logique). Toutefois, la technique de la diffusion de documents supposément piratés repose essentiellement sur l'impact du contenu informationnel (désertion, crimes, contradictions...); le piratage allégué, l'opération par le contenant, sert à légitimer le contenu en le revêtant de l'apparence de la vérité. Le biais cognitif ici utilisé est celui de la valeur d'une information rare ou dissimulée indépendamment de sa valeur intrinsèque.

De l'importance des média de masse : la reconstruction de la machine médiatique

Si le cyberspace devient un terrain d'affrontement privilégié, les médias traditionnels ne sont pas pour autant désertés.

Le budget de la chaîne russe RT est estimé à 300 millions de dollars et devrait être augmenté de 41%. Actuellement diffusé en anglais, arabe et espagnol, des versions française et allemande sont envisagées^{lii}. En effet, le discours du Concept de la politique extérieure de la Fédération de Russie, publié le 18 février 2013, souligne la volonté de Moscou de « renforcer les positions des média russes ».

Ce renforcement est prévu de longue date. Ainsi, le *Foreign Policy Review* de 2007 indiquait déjà :

« In order to impart to our informational work an aggressive character it is necessary to pay greater attention to restoring the proper level of foreign broadcasting of our state news agencies, and to buttressing and expanding the network of their offices abroad. A positive example: the English-language channel Russia Today, in whose work more attention should be paid to the showing internal Russian life »^{liiii}.

Les média de masse constituent en effet une importante source d'information pour la population ukrainienne. Leur contrôle est stratégique.

Ainsi, le rapport otanien soutient que le 6 mars 2014, dix jours avant le référendum en Crimée, des hommes armés ont pris le contrôle de la station de radio et télévision de Sébastopol menant ainsi à la suspension de la diffusion des chaînes ukrainiennes substituées

par des chaînes russes. Cette évolution a été défendue par le « Ministre de l'Information régionale », Dmitri Polonsiy, russe, afin de « *défendre les habitants de Crimée de l'augmentation de la violence, des mensonges et fausses informations servis par leurs écran télé* »^{liv}. De même, la Black Sea TV, seule chaîne à couvrir l'ensemble du territoire de Crimée, aurait subi une attaque physique au cocktail molotov ainsi qu'une cyberattaque de déni de service.

La rumeur, citée ci-dessus, de l'enfant crucifié de Slovyansk a débuté par un reportage de la chaîne de télévision russe Chanel One : une habitante indique avoir été contrainte, avec le reste de la population, d'assister à la crucifixion d'un enfant de trois ans sur la place publique par les forces ukrainiennes^{lv}. Suite à sa diffusion sur les réseaux sociaux, un journaliste de Novaya Gazeta^{lvi} a contesté la véracité des faits en publiant des interviews des habitants de Slovyansk^{lvii}. La vidéo de contestation a alors été diffusée via les média sociaux, alternatives aux média de masse orwelliens.

Démontrant l'importance des média plus traditionnels au cours de cette campagne de Crimée, Vladimir Poutine a remis 300 médailles de l'Ordre du Service à des journalistes pour leur « couverture objective des événements en Crimée »^{lviii}. Madame Margarita Simonyan, rédactrice en chef de RT, qui avait *twitté* « Ukraine, RIP », en a bénéficié^{lix}.

Exhibition de manoeuvres militaires aux frontières et dissimulation des forces militaires sur le terrain ukrainien.

En 2014, des manoeuvres militaires, mobilisant 150.000 soldats, ont été déployées dans l'ouest de la Russie, dans une région proche de l'Ukraine^{lx}. Un tel déploiement constitue une technique d'intimidation. De même, en mars 2014, à un fort moment de tension, Moscou a annoncé un tir d'essai de missile stratégique "réussi" depuis l'Astrakan (sud de la Russie) vers le Kazakhstan, indiquant, par ailleurs, que « la possibilité d'un recours à la force militaire existe »^{lxi}. Par ailleurs, la Douma a voté la possibilité de déployer des forces conventionnelles russes en Crimée.

En février 2014, des hommes armés ont pris position sur le territoire de Crimée. Malgré leurs uniformes, Vladimir Poutine a nié l'envoi de forces russes alléguant que « *l'espace post-soviétique est rempli de tels uniformes* »^{lxii}. Il évoque des « *forces locales d'auto-défense* »^{lxiii}. Le département d'Etat américain a répliqué que « *le monde n'avait pas vu une telle fiction russe depuis que Dostoyevsky avait écrit que « deux et deux égal cinq »* »^{lxiv}. Des débats sans fin ont inondé la Toile sur l'origine des uniformes, des plaques d'immatriculation, des armes...

La logique de la technique de *maskirovka* (camouflage) n'est pas, en l'espèce, de faire croire à une réalité mais d'enliser le débat dans une logique probatoire.

Jill Doherty, l'ancien chef de bureau de CNN à Moscou, souligne que Vladimir Poutine a fini par admettre en avril 2014 que des troupes russes se trouvaient sur le sol de Crimée.

Toutefois, Vladimir Poutine n'a admis la présence de troupes russes en Crimée que suite au référendum de mars 2014, démontrant qu'il dominait le tempo^{lxv}. Par ailleurs, il ne nous semble pas que l'exercice de la technique de *maskirovka* ait eu pour objectif de nier indéfiniment la présence de forces russes. Elle avait probablement un objectif opérationnel, gagner du temps. Ainsi, par exemple, la prise de contrôle de points stratégiques, bâtiments politiques ou de communications, aurait été notamment possible en Crimée due à l'incertitude sur le statut international des groupes armés s'emparant des locaux^{lxvi}. L'incertitude de Kiev, qui ne souhaitait pas apparaître comme l'agresseur, aurait donné des heures cruciales d'un point de vue tactique aux « petits hommes verts »^{lxvii}.

De l'utilisation du discours légaliste et judiciaire afin de légitimer ses actions et de placer l'adversaire dans une position de justification

L'exécutif russe veille à revêtir l'usage de la force d'un habit juridique. Ainsi, le Concept de la politique extérieure de la Fédération de Russie, publié le 18 février 2013, souligne l'engagement russe dans la défense de la primauté du droit dans les relations internationales^{lxviii}.

Comme analysé ci-dessus, l'habit juridique permet d'établir une légitimité démocratique – le référendum en Crimée – ou d'intimider l'adversaire en annonçant officiellement une capacité d'engagement conventionnel – l'autorisation de la Douma. Les procédés juridiques permettent également de conférer une apparence d'Etat de droit, système au sein duquel la légitimité découle, notamment, du respect des procédures.

La Russie ne se limite pas à étaler la juridicité de ses actes. Elle produit des arguments d'inconstitutionnalité et d'illégalité à l'encontre de ses adversaires.

Ainsi, elle a invoqué une « prise de pouvoir par les armes » et un « coup d'état inconstitutionnel » en Ukraine. Déroulant cette logique, l'ambassadeur russe a brandi, au Conseil de sécurité de l'ONU, une lettre du président ukrainien déchu demandant à la Russie d'intervenir en Ukraine pour rétablir l'ordre^{lxxix}. Le débat juridique s'enlise.

De même, Moscou accuse l'OTAN d'être dans l'illégalité.

Le secrétaire général de l'OTAN, Anders Fogh Rasmussen, a considéré que les accusations de la Russie sur l'ingérence illégitime de l'OTAN dans les affaires internes de l'Ukraine ne constituaient qu'un « écran de fumée » destiné à dissimuler sa propre ingérence^{lxxx}. Plus spécifiquement, les accusations russes l'ont obligé à être en position de justification sur les supposées violation d'une promesse de l'OTAN et l'ingérence dans les affaires intérieures de l'Ukraine^{lxxxi}. L'objectif est alors de dissiper « l'écran de fumée ». L'OTAN ne domine ainsi pas le cadre conceptuel. L'exécutif russe pose les termes du débat.

S'il est possible de contrer le discours de l'adversaire, cela exige une quantité considérable de temps et de moyens. Ces capacités sont employées de façon purement défensive afin de dissiper « l'écran de fumée ». L'adversaire détermine ainsi l'objet sur lequel les capacités sont investies.

Plus globalement, le Kremlin accuse l'OTAN et les Etats-Unis de miner les fondements du système international en instrumentalisant le droit humanitaire.

III) Le modèle juridique et libéral occidental piégé au sein de son propre discours.

L'instrumentalisation du droit humanitaire : de la légalité à la légitimité

Comme l'a souligné le Général Francart^{lxxxii}, la légitimité est une constante des relations internationales puisqu'elle est intrinsèque à la communauté.

L'époque actuelle, fondée sur le droit et l'information, est particulièrement favorable aux stratégies fondées sur le déminage de la puissance en ciblant la légitimité de l'adversaire (son existence comme Etat, ses choix de politiques extérieures...).

Il existe deux socles fondamentaux de légitimité : le socle démocratique et celui des droits de l'homme. Le premier a une dimension interne, celle de l'Etat-nation, alors que le deuxième a une vocation internationale, transfrontière.

L'Acte final d'Helsinki de 1975 reconnaît "*l'importance universelle des droits de l'homme et des libertés fondamentales*". Publié dans son intégralité, ce texte a fondé la dissidence et la subversion au sein de l'URSS. L'Acte final d'Helsinki n'a pas de portée obligatoire mais, en le souscrivant, les Etats ont reconnu que l'exercice de la puissance n'est plus arbitraire : la puissance et son exercice doivent être légitimes. De nombreuses ONG ont alors fleuri dans les pays du Pacte de Varsovie destinées à surveiller le respect par l'URSS des engagements d'Helsinki.

L'invasion du Kosovo en 1999, fondée sur des raisons humanitaires, a achevé de développer, sur la scène internationale, une logique où la légalité cède le pas à la légitimité. De même, en

2011, les résolutions de l'ONU 1970 et 1973 rappellent que « les autorités libyennes ont la responsabilité de protéger le peuple libyen ».

L'année suivante, dans un article intitulé « *Russia and the changing world* », Vladimir Poutine dénonçait une instrumentalisation des concepts de droit humanitaire afin de contourner le principe de souveraineté. Il annonçait une situation de « vide » dans les affaires internationales :

« A string of armed conflicts under the pretext of humanitarian concerns has undermined the principle of national sovereignty, which has been observed for centuries. A new type of vacuum, the lack of morality and law, is emerging in international affairs. »^{lxxiii}

L'exécutif russe n'hésite toutefois pas à s'approprier du discours humanitaire forgé par les Occidentaux. Il l'invoque dès 2008 en Géorgie et à nouveau en Ukraine.

Face aux protestations occidentales, le discours russe, notamment via *The Voice of Russia* (devenue Spoutnik)^{lxxiv}, invoquant les cas du Kosovo et de Tripoli, n'hésite pas à dénoncer les contradictions occidentales sur « la responsabilité de protéger ». Le thème de l'« hypocrisie » occidentale est prégnant.

Le débat est vite enlisé car les motifs humanitaires, fluctuant entre légalité et légitimité, sont polémiques.

Le respect des droits de l'homme est devenu objet de polémique et vecteur de dénonciation de contradictions chez l'adversaire, sur son propre territoire:

« Les autorités britanniques donnent toujours des leçons de démocratie à d'autres États, mais ne disent rien sur la situation dans ce domaine au Royaume-Uni. Il existe pourtant là-bas énormément de problèmes. En témoignent notamment les résultats du deuxième cycle de l'examen périodique universel de la Grande Bretagne par le Conseil des droits de l'homme de l'Onu, qui s'est soldé par plus de 130 recommandations aux autorités britanniques concernant la correction des lacunes dans le domaine des droits de l'homme. [...] »^{lxxv}

« Nous sommes très préoccupés de voir que la situation autour de la prison de Guantanamo reste, dans l'ensemble, peu réjouissante. [...] »^{lxxvi}

Les Occidentaux se retrouvent ainsi pris au piège de leurs propres concepts.

L'effacement de la frontière Stasis – Polemos : de l'instrumentalisation transfrontière du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

L'invocation du droit humanitaire estompe la frontière entre conflit extérieur et intérieur : une intervention extérieure devient légitime lorsqu'elle a pour objectif de mettre fin à un conflit intérieur qui peut avoir de graves conséquences humanitaires.

Or, le modèle politique occidental repose sur une distinction grecque fondamentale entre guerre intérieure et guerre extérieure. La Stasis désignait la guerre intestine d'une nation malade. En ce sens, elle était perçue comme un conflit contre-nature. Polemos incarnait pour sa part la guerre contre un ennemi extérieur. Cette guerre, nécessaire à la sauvegarde de l'unité de la cité, n'était donc pas considérée aussi abominable que la Stasis, le conflit qui détruit de l'intérieur un corps supposé uni et harmonieux.

Etant donné le nouvel environnement médiatique du XXIème siècle, l'espace national n'apparaît plus comme le seul fait de l'Etat. L'étanchéité de la communauté nationale aux influences extérieures s'efface. Une stratégie informationnelle peut cibler la symbiose entre l'Etat et ses sujets, la capacité de l'Etat à incarner la nation, le contrat social. Cette stratégie instrumentalise les Quatorze Points du président Woodrow Wilson selon lesquels l'Etat n'apparaît plus comme un principe qui se suffit à lui-même : le peuple est désormais doté du droit de disposer de lui-même. L'Etat doit ainsi pouvoir justifier de sa légitimité à incarner une communauté, notamment au travers du respect qu'il manifeste à l'égard des droits de l'homme.

La perception, créée par des stratégies informationnelles, d'un décalage entre l'Etat et la nation remet en cause les prémisses de la puissance étatique^{lxxvii}. La conception hobbesienne de la souveraineté absolue où puissance et légitimité ne font qu'un s'effrite alors : ciblée par des stratégies informationnelles extérieures ou intérieures, la multitude rejette, condamne son souverain au point, parfois, de devenir dissidente ou subversive, paralysant de la sorte l'Etat gladiateur et sa puissance coercitive, violente et *in fine* militaire.

Faisant écho aux leçons apprises par Vladimir Poutine des Printemps arabes, le référendum en Crimée renvoie à cette logique du droit d'un peuple à disposer de lui-même.

Le cas ukrainien incarne l'effritement de la frontière entre conflit intérieur et conflit extérieur : absence de déclaration de guerre, instrumentalisation de civils armés, blocage d'installations militaires par des « manifestants »,... Les soldats russes sont devenus les « petits hommes verts » et les débats se sont enlisés sur des questions de preuve : origine des uniformes, des plaques d'immatriculation... En l'absence d'une campagne militaire classique ou d'une occupation militaire visible, l'état de guerre n'est pas déclaré et la réponse conventionnelle est hors de propos. La possibilité de nier les opérations d'attaque pose un défi à la légitimité des opérations de défense.

Cette dissolution intérieur-extérieur a été exploitée et développée au travers de campagnes informationnelles. Ainsi, l'information est puissante par ce qu'elle modère la perception du conflit, les possibilités de qualification juridique de celui-ci et les réponses légales et légitimes.

Le minage du fondement juridique de l'OTAN et du droit onusien

En l'absence d'une utilisation conventionnelle et visible de la force, il est difficile de déclencher les articles 5 du traité de Washington et 51 de la charte de l'ONU. Ainsi, la perception des opérations est telle que sa qualification juridique permet difficilement une réponse armée légale.

Le même dilemme apparaît en matière de cyberspace. Les Etats-Unis soutiennent que le *jus ad bellum* est applicable à une cyberattaque, déclenchant ainsi la possibilité d'une réponse conventionnelle de la part du défendeur. Toutefois, la Russie et la Chine défendent l'inapplicabilité du droit international actuel aux cyberconflits. Il est intéressant de remarquer que la conception de cyberattaque pour ces deux pays inclut les attaques par le contenu informationnel (subversion) et non juste par le contenant (sabotage, espionnage). La doctrine occidentale s'est penchée sur la possibilité de qualifier une cyberattaque comme une attaque armée au sens de l'article 51 de la Charte des Nations Unies. Toutefois se pose la question des critères à retenir : doit-on inclure uniquement les dommages directs ou également ceux indirects, économiques, financiers, de désorganisation sociale ? Même le Manuel de Talin, présenté comme le premier consensus occidental sur ces problématiques, ne présente pas de réponse claire et définitive à cette question^{lxxviii}.

S'il a été argumenté, lors des cyber opérations en Estonie en 2007, que l'article 5 du Traité de Washington ne pouvait être activé car elles se limitaient à des actes de perturbation fonctionnelle et non de destruction^{lxxix}, se pose aujourd'hui la question du tracé de cette ligne de séparation conceptuelle. La Déclaration du Sommet du Pays de Galles de juin 2014 indique elliptiquement: "*Il reviendrait au Conseil de l'Atlantique Nord de décider, au cas par cas, des circonstances d'une invocation de l'article 5 à la suite d'une cyberattaque.*"

La cyberattaque a ainsi cristallisé la question de la qualification juridique des attaques informationnelles. Le droit tente difficilement d'absorber ces nouveaux conflits hybrides aux contours encore mal délimités. Pour certains auteurs, les concepts juridiques traditionnels sont déjà devenus obsolètes^{lxxx}.

Comme le soulignent les professeurs Jakub Grygiel et A. Wess Mitchell, l'OTAN ne dispose actuellement pas de capacité de réponse à ces conflits de « basse » intensité^{lxxxii}.

Certains Etats membres deviennent particulièrement vulnérables. Une étude de l'Académie de défense nationale de la Lettonie souligne les implications profondes de cet angle mort juridique pour la stratégie de défense lettone^{lxxxii}.

L'ambiguïté du droit régissant le jeu d'alliances est ainsi de nature à induire des divisions. En ce sens, le conflit non linéaire utilisé à un niveau inter-étatique mine la cohésion interne d'une alliance politique.

En effet, en l'absence de mécanisme juridique clair, les alliances deviennent l'objet de volontés politiques nationales fluctuantes. L'étude lettone souligne qu'un document du gouvernement britannique indiquait que les sanctions à l'encontre de la Russie ne devaient pas affecter la City^{lxxxiii} :

« If an operation similar to Crimea occurs in one of the Baltic countries, one that is not a clear armed military attack, to what extent will economic interests be, or not be, stronger than the duty to protect the territorial integrity of small peripheral countries? »^{lxxxiv}

On songe également à l'épineuse question de la dépendance énergétique.

Le défi posé au jeu d'alliances est tel que le rapport précité de la *House of Commons* britannique envisage la possibilité de proposer à l'OTAN de remanier éventuellement le texte de l'article 5 du traité de Washington en retirant l'adjectif « armée »^{lxxxv}. L'étude lettone propose également de s'associer à l'Estonie et à la Lituanie afin de changer le Traité de Washington^{lxxxvi}. Certains soulignent toutefois qu'il est difficilement concevable que le traité soit révisé vu l'absence de la volonté des Etats de s'engager dans une confrontation militaire avec la Russie^{lxxxvii}.

Le doute est jeté, l'alliance est minée.

La campagne de Crimée aura miné le droit et la confiance politique qui reposait sur celui-ci. Cela n'aura pas été le moindre de ses effets. En ce sens, elle aura constitué une opération informationnelle et psychologique d'ampleur systémique.

Le droit international de l'usage de la force et des alliances est à un tournant. Il est de l'intérêt de tout pays disposant d'une stratégie de puissance de peser sur cette évolution. Il est devenu irréaliste de penser que les capacités conventionnelles, seules, garantissent la puissance et la souveraineté :

« These conflicts will be won by whoever is able to force their enemies to play to their rules, and by whoever best understands that military force is often the least important kind of power. Like the Great Game, the struggles will be fought using deniable covert actions, political misdirection, economic leverage, propaganda, espionage, hackers, mercenary agents and useful dupes »^{lxxxviii}

La stratégie non-linéaire russe s'approprie ainsi du modèle occidental et le retourne.

La remise en cause du modèle libéral et de l'Etat-nation

Elle pose un défi aux mécanismes d'alliances mais également aux valeurs libérales.

Ainsi, Peter Pomerantsev s'interroge sur le passage d'une ère de censure à une ère d'instrumentalisation de la liberté d'expression:

« But what happens when a powerful actor systematically abuses freedom of information to spread disinformation? Uses freedom of speech in such a way as to subvert the very possibility of debate? And does so not merely inside a country, as part of vicious election campaigns, but as part of a transnational military campaign? »^{lxxxix}

Le défi est posé aux démocraties occidentales dont la liberté d'expression constitue un des cœurs identitaires. Il est plus particulièrement adressé aux Etats-Unis qui ont fait de la liberté d'expression un des éléments fondamentaux de leur discours de politique extérieure tel que celui d'Hillary Clinton^{xc} pour laquelle la cybertechnologie permettrait de court-circuiter les vieilles médiations sociales, la démocratie jaillissant spontanément de ces mouvements venus de la base populaire (*grassroots movements*).

Le piège informationnel se referme lorsqu'un acteur fonde ses actions sur les principes et valeurs de son adversaire. Celui-ci est alors paralysé ; il doit produire énormément d'efforts afin de contester efficacement l'action adverse. Il est enfermé dans une logique probatoire purement réactive.

Moscou conteste le monopole occidental des valeurs libérales. Lors du conflit ukrainien, le MAE russe n'a eu de cesse de dénoncer des atteintes aux journalistes russes^{xcix}

Dimitri Kiselev, journaliste russe désigné comme le chef de la propagande de Vladimir Poutine, sanctionné par l'Union européenne, s'interroge sur la légalité d'une telle sanction : « *Toutefois, la propagande n'est pas un concept pertinent en droit international alors que la liberté d'expression l'est. En me sanctionnant, l'Union européenne a sanctionné la liberté d'expression.* »^{xciii}. Faisant écho à l'affaire Snowden, il soutient ainsi que la Russie et l'Ouest ont changé de rôles en ce qui concerne la liberté d'expression.

Le Kremlin développe cette logique au-delà du piège de la contradiction. Dans un monde où « *les possibilités de l'Occident historique de dominer l'économie et le politique mondiales continuent à se réduire* »^{xciv}, la Russie incite à la diversité des modèles se réappropriant, de la sorte, le thème du clash des civilisations développé par Samuel Huntington :

« 5. [...] *Les relations internationales sont à l'étape de transition dont le sens principal est la formation du système international polycentrique* [...] »

13. *Pour la première fois dans l'histoire contemporaine la concurrence globale prend une dimension civilisationnelle et se manifeste dans la rivalité de différents valeurs et modèles du développement dans le cadre des principes universels de la démocratie et de l'économie de marché. La diversité culturelle et civilisationnelle du monde moderne devient de plus en plus prononcée.*

14. *La tendance vers une importance accrue du facteur d'identité civilisationnelle devient le revers des processus de mondialisation. [...] »*^{xcv}

Etant donné cette logique de concurrence des civilisations, il n'est pas anodin que la matrice informationnelle, au cœur de la stratégie hybride appliquée à l'Ukraine, soit transposable à de nombreux autres pays de l'ancien Pacte de Varsovie.

La Crimée est un « test case », un cas de mise en œuvre d'une stratégie discursive plus globale. Le modèle informationnel est applicable à bien d'autres pays. Aucun des axes narratifs n'est spécifique à l'Ukraine : existence d'un « monde russe », défense des « compatriotes », fondement du droit humanitaire.

Ainsi, Moscou ne cesse de souligner la présence de groupes d'extrême-droite en Ukraine ainsi que dans d'autres pays d'Europe centrale et orientale^{xcvi}. Le Ministère des affaires étrangères russes appelle désormais les gouvernements étrangers à lutter contre ces groupes au nom de leurs engagements onusiens^{xcvii}. Les Etats baltiques, de par l'importance des minorités russes, des ONG et des médias russes sur leur territoire, se sentent extrêmement vulnérables. Lors d'une conférence de l'OTAN sur les opérations psychologiques en 2012, les officiers lituaniens et lettons ont ainsi exposé leur perception d'une tentative russe actuellement en cours afin de discréditer l'idée d'une identité lituanienne ou lettonne^{xcviii}. En réaction, l'étude lettone précitée propose de renforcer les sentiments identitaires des communautés minoritaires présentes sur son territoire afin de les soustraire à l'influence russe.

Ainsi, l'instrumentalisation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes mène, paradoxalement, à une re-tribalisation d'une partie du monde.

Enfin, le discours russe entre naturellement en résonance avec de nombreuses forces contestataires sur la scène internationale ou au sein mêmes des Etats occidentaux.

En ce qui concerne la scène internationale, le Président Obama a affirmé :

« *This is not another Cold War that we're entering into. After all, unlike the Soviet Union, Russia leads no bloc of nations, no global ideology.* »^{xcix}

En effet, la logique de la Guerre froide reposait notamment sur la capacité d'attractivité de chacun des blocs. Toutefois, tel qu'analysé ci-dessus, les stratégies informationnelles peuvent simplement viser la destruction de la légitimité adverse, notamment la légitimité du *leadership*.

Conclusion.

Les auteurs occidentaux se divisent sur le caractère nouveau de la stratégie russe non linéaire. Si certains évoquent une simple actualisation des techniques soviétiques classiques, telles que les mesures actives ou le contrôle réflexif, d'autres insistent sur une mutation qualitative due au nouveau contexte médiatique désormais marqué par le cyberespace. Certains mettent en avant l'instrumentalisation du modèle occidental libéral comme fondement de politiques agressives et de mécanismes du type « diviser pour mieux régner »^c.

Indépendamment de ce débat, il semble que tant l'Europe que les Etats-Unis ont été pris de court par la mise en œuvre de ces « vieilles techniques actualisées » dans le cas ukrainien.

En effet, l'ancienneté de la technique n'exclut pas la nouveauté de la stratégie. Or, il semble que le modèle conflictuel mis en œuvre pour l'annexion de la Crimée constitue une rupture stratégique en ce sens qu'il confronte, pour la première fois, l'Occident à une subversion de son modèle de conflits interétatiques, subversion d'autant plus efficace qu'elle n'est pas assumée.

Le modèle européen de régulation de la puissance étatique, fondé sur le droit et axé sur des valeurs libérales et humanitaires, est ainsi soumis à une forte pression. L'annexion de la Crimée n'est pas une question purement ukrainienne : elle piège la conception occidentale de la puissance.

Alice Lacoye Mateus

ⁱ Jānis Bērziņš, « Russia's New Generation Warfare in Ukraine: Implications for the Latvian Defense Policy », National Defense Academy of Latvia, Center for Security and Strategic Research, p. 4. Traduit par nos soins. Disponible en ligne le 25 février 2015 : <http://www.naa.mil.lv/~media/NAA/AZPC/Publikacijas/PP%2002-2014.ashx>

ⁱⁱ Points 29 et 81 du rapport "Towards the next Defence and Security Review: Part Two-NATO - Defence Committee" disponible le 13/02/2015

<http://www.publications.parliament.uk/pa/cm201415/cmselect/cmdfence/358/35805.htm#note13>

ⁱⁱⁱ "Towards the next Defence and Security Review: Part Two-NATO - Defence Committee" disponible le 13/02/2015 <http://www.publications.parliament.uk/pa/cm201415/cmselect/cmdfence/358/35805.htm#note13>

^{iv} Col. S.G. CHEKINOV (Res.), Doctor of Technical Sciences Lt. Gen. S.A. BOGDANOV (Ret.), Doctor of Military Sciences, The Nature and Content of a New-Generation War, MILITARY THOUGHT: A Russian Journal of Military Theory and Strategy, East View Press, cité dans Jānis Bērziņš, « Russia's New Generation Warfare in Ukraine: Implications for the Latvian Defense Policy », National Defense Academy of Latvia, Center for Security and Strategic Research, p. 5. Traduit par nos soins. Disponible en ligne le 25 février 2015 : <http://www.naa.mil.lv/~media/NAA/AZPC/Publikacijas/PP%2002-2014.ashx>

^v Cité par P. Pomerantsev, M. Weiss, dans « The Menace of Unreality: How the Kremlin Weaponizes Information, Culture and Money », THE INTERPRETER, a project of the Institute of Modern Russia, p.29. Disponible en ligne le 24 février 2015 :

http://www.interpretermag.com/wpcontent/uploads/2014/11/The_Menace_of_Unreality_Final.pdf

Traduction par nos soins

^{vi} Q266 du rapport "Towards the next Defence and Security Review: Part Two-NATO - Defence Committee" disponible le 13/02/2015

<http://www.publications.parliament.uk/pa/cm201415/cmselect/cmdfence/358/35805.htm#note13>

^{vii} "Analysis of Russia's Information Campaign against Ukraine", STRATCOM, p.5. Disponible le 13 février 2015 : http://www.stratcomcoe.org/~media/SCCE/NATO_PETIJUMS_PUBLISKS_29_10.ashx

viii Traduction libre, “Analysis of Russia’s Information Campaign against Ukraine”, STRATCOM, p.37. Disponible le 13 février 2015: http://www.stratcomcoe.org/~media/SCCE/NATO_PETIJUMS_PUBLISKS_29_10.ashx

ix Traduction libre, “Analysis of Russia’s Information Campaign against Ukraine”, STRATCOM, p.3. Disponible le 13 février 2015: http://www.stratcomcoe.org/~media/SCCE/NATO_PETIJUMS_PUBLISKS_29_10.ashx

x Traduction libre, “Analysis of Russia’s Information Campaign against Ukraine”, STRATCOM, p.5. Disponible le 13 février 2015: http://www.stratcomcoe.org/~media/SCCE/NATO_PETIJUMS_PUBLISKS_29_10.ashx

xi point 21 du rapport “Towards the next Defence and Security Review: Part Two-NATO - Defence Committee” disponible le 13/02/2015 http://www.publications.parliament.uk/pa/cm201415/cmselect/cmdfence/358/35805_htm#note13

xii Col. S.G. CHEKINOV (Res.), Doctor of Technical Sciences Lt. Gen. S.A. BOGDANOV (Ret.), Doctor of Military Sciences, The Nature and Content of a New-Generation War, MILITARY THOUGHT: A Russian Journal of Military Theory and Strategy, East View Press, cité dans Jānis Bērziņš, « Russia’s New Generation Warfare in Ukraine: Implications for the Latvian Defense Policy”, National Defense Academy of Latvia, Center for Security and Strategic Research, p. 4. Traduit par nos soins. Disponible en ligne le 25 février 2015 : <http://www.naa.mil.lv/~media/NAA/AZPC/Publikacijas/PP%2002-2014.ashx>

xiii Souligné par nos soins. Disponible en ligne, sur le site du MAE russe, le 13 février 2015 (traduction non officielle): http://www.mid.ru/brp_4.nsf/e78a48070f128a7b43256999005bcbb3/89a30b3a6b65b4f2c32572d700292f74?OpenDocument

xiv Souligné par nos soins. Traduction non officielle, disponible le 15 février 2015 <http://www.mid.ru/bdomp/ns-osndoc.nsf/e2f289bea62097f9c325787a0034c255/44257b100055e37d44257b3d0021fbf9!OpenDocument>

xv Souligné par nos soins. Communiqué du ministère russe des Affaires étrangères concernant les événements dans le sud-est de l’Ukraine, du 27 janvier 2015, disponible en ligne le 13 février 2015 : http://www.mid.ru/bdomp/brp_4.nsf/7b52686a865d7fd943256999005bcbb4/673621393bc6929643257ddb004814a5!OpenDocument

xvi Souligné par nos soins. Déclaration du ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov concernant la tragédie de Donetsk du 22 janvier 2015, disponible en ligne le 13 février 2015 : http://www.mid.ru/bdomp/brp_4.nsf/7b52686a865d7fd943256999005bcbb4/74042e77f7b8803f43257dd900285f2d!OpenDocument

xvii Commentaire du département de l’information et de la presse du ministère russe des Affaires étrangères concernant la situation dans le sud-est de l’Ukraine, du 30 janvier 2015 : http://www.mid.ru/bdomp/brp_4.nsf/7b52686a865d7fd943256999005bcbb4/81cba26948b627c743257de0002b336a!OpenDocument

xviii Analysis of Russia’s Information Campaign Against Ukraine, STRATCOM, p.20. Disponible en ligne le 15 février 2015: http://www.stratcomcoe.org/~media/SCCE/NATO_PETIJUMS_PUBLISKS_29_10.ashx

xix Souligné par nos soins, disponible en ligne, sur le site du MAE russe, le 13 février 2015 (traduction non officielle): http://www.mid.ru/brp_4.nsf/e78a48070f128a7b43256999005bcbb3/89a30b3a6b65b4f2c32572d700292f74?OpenDocument

xx Commentaire du Département de l’information et de la presse du ministère russe des Affaires étrangères au sujet de la contribution russe au budget du CICR destinée à financer l’octroi d’aide à la population civile du sud-est de l’Ukraine, du 17 décembre 2014, disponible en ligne le 13 février 2015 : http://www.mid.ru/bdomp/brp_4.nsf/7b52686a865d7fd943256999005bcbb4/adda4816e07b4ddd43257de8002a065a!OpenDocument

xxi Commentaire du Département de l’Information et de la Presse du Ministère russe des Affaires Etrangères sur le nouveau rapport de Mission d’observation de l’ONU des droits de l’homme en Ukraine, du 16 décembre 2014, disponible en ligne le 13 février 2015 http://www.mid.ru/bdomp/brp_4.nsf/7b52686a865d7fd943256999005bcbb4/3817db2e55e38a55c3257dbe002ad069!OpenDocument

xxii Commentaire du Département de l’Information et de la Presse du Ministère russe des Affaires Etrangères sur le nouveau rapport de Mission d’observation de l’ONU des droits de l’homme en Ukraine, du 16 décembre 2014, disponible en ligne le 13 février 2015 http://www.mid.ru/bdomp/brp_4.nsf/7b52686a865d7fd943256999005bcbb4/3817db2e55e38a55c3257dbe002ad069!OpenDocument

xxiii Souligné par nos soins. Déclaration du ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov concernant la tragédie de Donetsk du 22 janvier 2015, disponible en ligne le 13 février 2015 :

http://www.mid.ru/bdomp/brp_4_nsf/7b52686a865d7fd943256999005bcbb4/74042e77f7b8803f43257dd900285f2d!OpenDocument

xxiv L'article de Paris Match d'Eric de Lavarène n'est plus disponible en ligne. Daniel Servenay, « Embuscade d'Uzbin : les trois erreurs de l'armée française. », in Rue 89, 4/9/2008, disponible en ligne le 22 février 2015 : <http://rue89.nouvelobs.com/2008/09/04/embuscade-duzbin-les-trois-erreurs-de-larmee-francaise>.

^{xxv} Souligné par nos soins. Vladimir Poutine, « Russia and the Changing World », RT, publié le 27 février 2012, disponible en ligne le 25 février 2015 : <http://rt.com/politics/official-word/putin-russia-changing-world-263/>

^{xxvi} Vladimir Poutine, « Russia and the Changing World », RT, publié le 27 février 2012, disponible en ligne le 25 février 2015 : <http://rt.com/politics/official-word/putin-russia-changing-world-263/>

xxvii Souligné par nos soins. Traduction non officielle disponible sur le site du MAE de la Fédération de Russie, en ligne le 15 février 2015 <http://www.mid.ru/bdomp/ns-osndoc.nsf/e2f289bea62097f9c325787a0034c255/44257b100055e37d44257b3d0021fbf9!OpenDocument>

xxviii Tom Gjelten, Seeing the Internet as an 'Information Weapon', NPR.com (Sep. 23, 2010), <http://www.npr.org/templates/story/story.php?storyId=130052701>

xxix Traduction libre en anglais disponible en ligne le 13 février 2015 <http://rustrans.wikidot.com/russia-national-security-strategy-to-2020>

xxx Aida Hozic citée par Peter Pomerantsev et Michael Weiss, dans « The Menace of Unreality: How the Kremlin Weaponizes Information, Culture and Money », THE INTERPRETER, a project of the Institute of Modern Russia, p.13. Disponible en ligne le 24 février 2015 : http://www.interpretermag.com/wpcontent/uploads/2014/11/The_Menace_of_Unreality_Final.pdf

xxxi P. Pomerantsev, M. Weiss, « The Menace of Unreality: How the Kremlin Weaponizes Information, Culture and Money », THE INTERPRETER, a project of the Institute of Modern Russia, p.14. Disponible en ligne le 24 février 2015 : http://www.interpretermag.com/wpcontent/uploads/2014/11/The_Menace_of_Unreality_Final.pdf

xxxii Aida Hozic citée par Peter Pomerantsev et Michael Weiss, dans « The Menace of Unreality: How the Kremlin Weaponizes Information, Culture and Money », THE INTERPRETER, a project of the Institute of Modern Russia, p.13. Disponible en ligne le 24 février 2015 : http://www.interpretermag.com/wpcontent/uploads/2014/11/The_Menace_of_Unreality_Final.pdf

xxxiii Jill Doherty, « Everyone Lies: The Ukraine Conflict and Russia's Media Transformation », p. 3, Joan Shorenstein Center Fellow, Spring 2014, Harvard Kennedy School

xxxiv Traduction par nos soins. P. Pomerantsev, M. Weiss, « The Menace of Unreality: How the Kremlin Weaponizes Information, Culture and Money », THE INTERPRETER, a project of the Institute of Modern Russia, p.13. Disponible en ligne le 24 février 2015 : http://www.interpretermag.com/wpcontent/uploads/2014/11/The_Menace_of_Unreality_Final.pdf

xxxv Christian Harbulot, « Edito: Mouvements de masse et guerres de l'information », 29 avril 2013, Disponible en ligne le 23 février 2015 : <http://www.infoguerre.fr/guerre-de-l-information/edito-mouvement-de-masse-et-guerre-de-linformation-5014>

xxxvixxxvi RFI, « Marche des vaincus à Donesk, au mépris de la Convention de Genève » publié le 24 août 2014, disponible en ligne le 23 février 2015 : <http://www.rfi.fr/europe/20140824-marche-vaincus-donetsk-ukraine-convention-geneve-violee/>

xxxvii Traduction libre. Traduction libre, « Analysis of Russia's Information Campaign against Ukraine », STRATCOM, p.26. Disponible le 13 février 2015 : http://www.stratcomcoe.org/~media/SCCE/NATO_PETIJUMS_PUBLISKS_29_10.ashx

xxxviii Chris Elliott, « The reader's editoron...pro-Russian trolling below the line on Ukraine stories », publié le 4 mai 2014, disponible en ligne le 23 février 2015 : <http://www.theguardian.com/commentisfree/2014/may/04/pro-russia-trolls-ukraine-guardian-online>

xxxix Cité par P. Pomerantsev, M. Weiss, « The Menace of Unreality: How the Kremlin Weaponizes Information, Culture and Money », THE INTERPRETER, a project of the Institute of Modern Russia, p.17. Disponible en ligne le 24 février 2015 : http://www.interpretermag.com/wpcontent/uploads/2014/11/The_Menace_of_Unreality_Final.pdf

xl Traduction libre, « Analysis of Russia's Information Campaign against Ukraine », STRATCOM, p.29. Disponible le 13 février 2015 : http://www.stratcomcoe.org/~media/SCCE/NATO_PETIJUMS_PUBLISKS_29_10.ashx

xli Elena Morenkova Perrier, « Internet comme champ de bataille dans la crise ukrainienne : de la guerre informationnelle à la cyberguerre. » Disponible en ligne le 2 mars 2015 : http://www.ihedn.fr/userfiles/file/apropos/MORENKOVA_Internet%20champ%20de%20bataille%20dans%20la%20crise%20ukrainienne%C3%82%C2%A0V_1.pdf

xlii Paul Gregory, « Russian TV Propagandists Caught Red-Handed: Same Guy, Three Different People (Spy, Bystander, Heroic Surgeon) », Forbes, 12 avril 2014. Disponible en ligne le 25 février 2015 :

<http://www.forbes.com/sites/paulroderickgregory/2014/04/12/russian-tv-caught-red-handed-same-guy-same-demonstration-but-three-different-people-spy-bystander-heroic-surgeon/>

xlili Elena Morenkova Perrier, « Internet comme champ de bataille dans la crise ukrainienne : de la guerre informationnelle à la cyberguerre. ». Disponible en ligne le 2 mars 2015 : http://www.ihedn.fr/userfiles/file/apropos/MORENKOVA_Internet%20champ%20de%20bataille%20dans%20la%20crise%20ukrainienne%C3%82%C2%A0V_1.pdf

xliv Dmitry Luskotov, « Sort of controversial judgement from Assistant Secretary of State Victoria Nuland speaking about the EU », Disponible en ligne le 25 février 2015 : <https://twitter.com/DLoskutov/status/431330171518345217>

xlv Christopher J. Miller, « Fuck the EU, frustrated Nuland says to Pyatt, in alleged leaked phone call (UPDATE) »? 6 février 2014, Disponible en ligne le 24 février 2015 : <http://www.kyivpost.com/content/politics/fuck-the-eu-frustrated-nuland-says-to-pyatt-in-alleged-leaked-phone-call-336373.html>

xlvi Patrick Bèle, « Une diplomate américaine insulte l'Union européenne, embarrass à Washington », publié le 7 février 2014, disponible en ligne le 24 février 2015 : <http://www.lefigaro.fr/international/2014/02/07/01003-20140207ARTFIG00174-une-diplomate-americaine-insulte-l-union-europeenne-embarras-a-washington.php>

xlvii « Ukraine : des enregistrements clandestins embarrassent les Etats-Unis », Le Monde, publié le 7 février 2014, disponible en ligne le 24 février 2015 : http://www.lemonde.fr/international/article/2014/02/07/ukraine-quand-une-diplomate-americaine-s-empporte-contre-l-ue_4361896_3210.html

xlviii Disponible en ligne le 24 février 2015 : <http://cyber-berkut.org/en/>

xliv Michelle Martin et Erik Kirschbaum « Pro-russian group claims cyber-attack on German government websites. », Reuters, 7 janvier 2015, Disponible en ligne le 24 février 2015 : <http://www.reuters.com/article/2015/01/07/us-germany-cyberattack-idUSKBN0KG15320150107>

l « Cyberberkut gained access to Ukrainian Military Attorney's PC. », 28/02/2015, disponible en ligne le 24 février 2015 : <http://cyber-berkut.org/en/>

^{li} « USA tries to convince Paris to send weapons in Ukraine these weapons will be used by the "volunteers" from Private Military Companies », 27/02/2015. Disponible en ligne le 3 mars 2015 : <http://cyber-berkut.org/en/>

^{lii} P. Pomerantsev, M. Weiss, « The Menace of Unreality: How the Kremlin Weaponizes Information, Culture and Money », THE INTERPRETER, a project of the Institute of Modern Russia, p.14. Disponible en ligne le 24 février 2015 : http://www.interpretermag.com/wp-content/uploads/2014/11/The_Menace_of_Unreality_Final.pdf

^{liii} Disponible en ligne, sur le site du MAE russe, le 13 février 2015 (traduction non officielle) : http://www.mid.ru/brp_4.nsf/e78a48070f128a7b43256999005bcb3/89a30b3a6b65b4f2c32572d700292f74?OpenDocument

^{liv} « Ukrainian TV channels Blocked in Crimea for « moral and legal » reasons », The Moscow Times, par Anna Dolgov, Disponible en ligne le 15 février 2013 : <http://www.themoscowtimes.com/news/article/ukrainian-tv-channels-blocked-in-crimea-for-moral-and-legal-reasons/495879.html>

^{lv} Le reportage, cité par le rapport « Analysis of Russia's Information Campaign against Ukraine », était encore disponible en ligne le 23 février 2015 : <http://www.1tv.ru/news/world/262978>

^{lvi} Description de ce journal par Courrier international : « En 1993, des journalistes claquent la porte de la *Komsomolskaïa Pravda* avec l'ambition de lancer un grand quotidien indépendant, influent et riche. Ce ne sera pas tout à fait le cas, mais ils ont au moins réussi à imposer un journal de qualité, qui dénonce sans complaisance les failles de la société russe. » Disponible en ligne le 23 février 2015 : <http://www.courrierinternational.com/notule-source/novaia-gazeta>

^{lvii} Une des vidéos, citée par le rapport « Analysis of Russia's Information Campaign against Ukraine », était disponible à cette adresse le 23 février 2015 : <https://www.youtube.com/watch?v=UA1LE6iKMfk>

^{lviii} Marie Jégo, « Le Krémolin félicite 300 journalistes pour leur « objectivité », 6 mai 2014, Le Monde

^{lix} J. Kirchick « Meet the Censors, Propagandists, and Outright Liars Who Won Putin's Pulitzers », 5.5.2014, The Daily Besat, Disponible en ligne le 22 février 2015 : <http://www.thedailybeast.com/articles/2014/05/05/meet-the-censors-propagandists-and-outright-liars-who-won-putin-s-pulitzers.html>

^{lx} Grégoire Lecalot « A REVIVRE. Ukraine: Poutine nie la présence de soldats russes en Crimée ». France info. 4 mars 2014. Disponible en ligne le 3 mars 2015 : <http://www.franceinfo.fr/actu/monde/article/revivre-ukraine-poutine-nie-la-presence-de-soldats-russes-en-crimée-325807>

^{lxi} Grégoire Lecalot « A REVIVRE. Ukraine: Poutine nie la présence de soldats russes en Crimée ». France info. 4 mars 2014. Disponible en ligne le 3 mars 2015 : <http://www.franceinfo.fr/actu/monde/article/revivre-ukraine-poutine-nie-la-presence-de-soldats-russes-en-crimée-325807>

^{lxii} Jill Doherty, « Everyone Lies: The Ukraine Conflict and Russia's Media Transformation », p. 3, Joan Shorenstein Center Fellow, Spring 2014, Harvard Kennedy School

lxiii Grégoire Lecalot «A REVIVRE. Ukraine: Poutine nie la présence de soldats russes en Crimée». France info. 4 mars 2014. Disponible en ligne le 3 mars 2015 : <http://www.franceinfo.fr/actu/monde/article/revivre-ukraine-poutine-nie-la-presence-de-soldats-russes-en-crimée-325807>

lxiv Jill Doherty, “Everyone Lies: The Ukraine Conflict and Russia’s Media Transformation”, p. 3, Joan Shorenstein Center Fellow, Spring 2014, Harvard Kennedy School

lxv Agence France-Presse Moscou, “Poutine reconnaît que des militaires russes étaient en Crimée », 17 avril 2014. Disponible en ligne le 3 mars 2015: <http://www.lapresse.ca/international/dossiers/ukraine/201404/17/01-4758468-poutine-reconnait-que-des-militaires-russes-etaient-en-crimée.php>

lxvi « Photos Link Mask Men in East Ukraine to Russia », New York Times, 20 avril 2014. Disponible en ligne le 13 février 2015: <http://www.nytimes.com/2014/04/21/world/europe/photos-link-masked-men-in-east-ukraine-to-russia.html>

lxvii Dr Mark Galeotti, Putin, Ukraine and asymmetric politics, Business New Europe, April 2014. Disponible en ligne le 13 février 2015: <http://www.bne.eu/content/story/comment-putin-ukraine-and-asymmetric-politics> : « The deployment of elite Russian forces — the “little green men” or “polite people,” depending on whom you ask — without insignia to take key political and communications centres and lock Ukrainian forces inside their barracks. The deception may have been pretty transparent, as they all wore the latest Russian kit and drove military vehicles with official license plates, but the ruse gave them the crucial hours they needed for their mission, especially as alongside them were genuine volunteers and paramilitaries. Were they mercenaries? Local activists? Acting without orders? Unsure what was happening, reluctant to appear the aggressor, Kiev was paralyzed for long enough that it didn’t matter what it decided, the Russians were in charge.”

lxviii Traduction non officielle sur le site du MAE de la Fédération de Russie, disponible en ligne le 15 février 2015 : <http://www.mid.ru/bdomp/ns-osndoc.nsf/e2f289bea62097f9c325787a0034c255/44257b100055e37d44257b3d0021fbf9!OpenDocument>

^{lxix} Grégoire Lecalot «A REVIVRE. Ukraine: Poutine nie la présence de soldats russes en Crimée ». France info. 4 mars 2014. Disponible en ligne le 3 mars 2015 : <http://www.franceinfo.fr/actu/monde/article/revivre-ukraine-poutine-nie-la-presence-de-soldats-russes-en-crimée-325807>

lxx « L'objectif est de déformer la vérité, de détourner l'attention des agissements illégaux de la Russie et d'affaiblir les autorités ukrainiennes. Ces dernières semaines, les responsables russes ont accusé l'OTAN de ne pas tenir ses promesses en s'ingérant dans les affaires intérieures de l'Ukraine et en contribuant à l'escalade de la crise. Il est temps de dire la vraie nature de ces affirmations : un écran de fumée destiné à masquer les promesses non tenues par la Russie, l'ingérence de la Russie et l'escalade provoquée par la Russie. “Disponible en ligne le 13 février 2015: http://www.nato.int/cps/en/natohq/opinions_109102.htm?selectedLocale=en

lxxi Disponible en ligne le 13 février 2015: http://www.nato.int/cps/en/natohq/opinions_109102.htm?selectedLocale=fr

^{lxxii} FRANCART Loup, “La guerre du sens: Pourquoi et comment agir dans les champs psychologiques.”, Economica, Broche, 2000

lxxiii Vladimir Poutine, “Russia and the Changing World”, RT, publié le 27 février 2012, disponible en ligne le 25 février 2015 : <http://rt.com/politics/official-word/putin-russia-changing-world-263/>

lxxiv “Russia’s humanitarian actions vs Western military interventionism: Tskhinval is not Tripoli, Crimea is not Kosovo”, The Voice of Russia, 21 March 2014 Disponible en ligne le 13 février 2015: http://sputniknews.com/voiceofrussia/2014_03_21/Russias-humanitarian-actions-vs-Western-military-interventionism-Tskhinval-is-not-Tripoli-Crimea-is-not-Kosovo-1878/

lxxv Communiqué de Kostantin Dolgov, délégué du Ministère russe des Affaires étrangères pour les droits de l’homme, la démocratie et la primauté du droit, concernant la partie russe du rapport du ministère britannique des Affaires étrangères sur le respect des droits de l’homme dans le monde, du 27 janvier 2015, disponible en ligne le 13 février 2015 : http://www.mid.ru/bdomp/brp_4_nsf/7b52686a865d7fd943256999005bcbb4/0fc7e94abfb56b5c43257ddb002f210a!OpenDocument

lxxvi Commentaire de Konstantin Dolgov, délégué du Ministère russe des Affaires étrangères pour les droits de l’homme, la démocratie et la primauté du droit, concernant la prison de la base militaire américaine de Guantanamo, du 16 janvier 2015, disponible en ligne le 13 février 2015 : http://www.mid.ru/bdomp/brp_4_nsf/7b52686a865d7fd943256999005bcbb4/2d7a92d2fededd8843257dcf003bda18!OpenDocument

^{lxxvii} Sur la remise en cause des prémisses de la puissance par un tel décalage : BADIE Bertrand, “L’impuissance de la puissance », Paris, Fayard, coll. « L’espace du politique », 2004

lxxviii Alice Lacoye Mateus, “Cyberespace: arène d’affrontements informationnels et enjeu d’affrontements normatifs », [infoguerre.fr](http://www.infoguerre.fr), 30 novembre 2014. Disponible en ligne le 25 février 2015 : [http://www.infoguerre.fr/guerre-de-l-information/cyberespace-arene-daffrontements-informationnels-et-enjeu-daffrontements-normatifs-5625](http://www.infoguerre.fr/ guerre-de-l-information/cyberespace-arene-daffrontements-informationnels-et-enjeu-daffrontements-normatifs-5625)

lxxix International engagement on Cyber: Developing International Norms for a Safe, Stable and Predictable Cyber Environment”, Panel One: Current International Cyber Affairs: Conflict or Consensus?”, April 10, 2013, Gaston Hall, Georgetown University

lxxx Sasha-Dominik Bachmann, S. Hakan Gunneriusson, “Hybrid Wars: 21th century’s New Threats to Global Peace and Security”, 7 octobre 2014, Indian Journal of Asian Affairs, disponible en ligne le 1er mars 2015: http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=2506063

lxxxi Jakub Grygiel et A. Wess Mitchell, “Limited War is back”, The National Interest, 28 août 2014, disponible en ligne le 25 février 2015: <http://nationalinterest.org/feature/limited-war-back-11128>

lxxxii Jānis Bērziņš, « Russia’s New Generation Warfare in Ukraine: Implications for the Latvian Defense Policy”, National Defense Academy of Latvia, Center for Security and Strategic Research, p. 8. Disponible en ligne le 25 février 2015 : <http://www.naa.mil.lv/~media/NAA/AZPC/Publikacijas/PP%2002-2014.ashx>

lxxxiii Nicholas Watt, “UK seeking to ensure Russia sanctions do not harm City of London”, The Guardian, 3 mars 2014, disponible en ligne le 26 février 2015: <http://www.theguardian.com/world/2014/mar/03/uk-seeks-russia-harm-city-london-document>

lxxxiv Jānis Bērziņš, « Russia’s New Generation Warfare in Ukraine: Implications for the Latvian Defense Policy”, National Defense Academy of Latvia, Center for Security and Strategic Research, p. 9. Disponible en ligne le 25 février 2015 : <http://www.naa.mil.lv/~media/NAA/AZPC/Publikacijas/PP%2002-2014.ashx>

lxxxv Point 88 du rapport “Towards the next Defence and Security Review: Part Two-NATO - Defence Committee” disponible le 13/02/2015 <http://www.publications.parliament.uk/pa/cm201415/cmselect/cmdfence/358/35805.htm#note13>

lxxxvi Jānis Bērziņš, « Russia’s New Generation Warfare in Ukraine: Implications for the Latvian Defense Policy”, National Defense Academy of Latvia, Center for Security and Strategic Research, p. 8. Disponible en ligne le 25 février 2015 : <http://www.naa.mil.lv/~media/NAA/AZPC/Publikacijas/PP%2002-2014.ashx>

lxxxvii Sasha-Dominik Bachmann, S. Hakan Gunneriusson, “Hybrid Wars: 21th century’s New Threats to Global Peace and Security”, 7 octobre 2014, Indian Journal of Asian Affairs, disponible en ligne le 1er mars 2015: http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=2506063

lxxxviii Dr Mark Galeotti, Putin, Ukraine and asymmetric politics, Business New Europe, April 2014. Disponible en ligne le 13 février 2015: <http://www.bne.eu/content/story/comment-putin-ukraine-and-asymmetric-politics>

lxxxix P. Pomerantsev, M. Weiss, « The Menace of Unreality: How the Kremlin Weaponizes Information, Culture and Money”, THE INTERPRETER, a project of the Institute of Modern Russia, p.4. Disponible en ligne le 24 février 2015 : http://www.interpretermag.com/wpcontent/uploads/2014/11/The_Menace_of_Unreality_Final.pdf

xcDisponibles le 06/10/2014 : <https://fr.scribd.com/doc/48895078/Hillary-Rodham-Clinton-Feb-15-2011>

http://www.foreignpolicy.com/articles/2010/01/21/internet_freedom?print=yes&hidecomments=yes&page=full

xci Souligné par nos soins. Déclaration du MAE de Russie suite à la mort de journaliste Andreï Stenine en Ukraine, 3 septembre 2014. Disponible en ligne le 3 mars 2015 : http://new.mid.ru/fr/512/-/asset_publisher/MCZ7HQuMdqBY/content/id/672144?p_p_id=101_INSTANCE_MCZ7HQuMdqBY&_101_INSTANCE_MCZ7HQuMdqBY_languageId=fr_FR;jsessionid=E678558C12260429886C1CBC971086E5.jvm3

xcii Souligné par nos soins. Communiqué du MAE de Russie dans le cadre de la mort d'un journaliste russe en Ukraine, 17 juin 2014. Disponible en ligne le 3 mars 2015 : http://www.mid.ru/bdomp/brp_4_nsf/7b52686a865d7fd943256999005bcbb4/d65ac599644c371744257cfd004e1d51!OpenDocument

xciii Traduit par nos soins. « Russia and the west are trading places on freedom of speech. », Dimitri Kiselev The Guardian, 10 avril 2014, disponible en ligne le 3 mars 2015: <http://www.theguardian.com/commentisfree/2014/apr/10/russia-west-trading-places-freedom-of-speech-sanction-eu-dmitry-kiselev-putin>

xciv Traduction non officielle, Concept de la politique extérieure de la Fédération de Russie du 12 février 2013, disponible le 15 février 2015 <http://www.mid.ru/bdomp/ns-osndoc.nsf/e2f289bea62097f9c325787a0034c255/44257b100055e37d44257b3d0021fbf9!OpenDocument>

^{xcv} Traduction non officielle, Concept de la politique extérieure de la Fédération de Russie du 12 février 2013, disponible le 15 février 2015 <http://www.mid.ru/bdomp/ns-osndoc.nsf/e2f289bea62097f9c325787a0034c255/44257b100055e37d44257b3d0021fbf9!OpenDocument>

^{xcvi}http://www.mid.ru/bdomp/brp_4.nsf/7b52686a865d7fd943256999005bcbb4/a6652ddfc1a1e00b43257dea00499fa3!OpenDocument

^{xcvii}http://www.mid.ru/bdomp/brp_4.nsf/7b52686a865d7fd943256999005bcbb4/699436c9cf5f62dc43257de90037f9f1!OpenDocument

^{xcviii} Dr Steve Tatham, U.S. Governmental Information Operations And Strategic Communications: A Discredited Tool Or User Failure? Implications For Future Conflict, Strategic Studies Institute, December 2013, pg 57 Disponible en ligne le 13 février 2015: <http://www.strategicstudiesinstitute.army.mil/pdffiles/PUB1182.pdf>

^{xcix} Geoff Earl et Post Wire Report “Obama says US not entering into new Cold War”, New York Post, 27 mars 2014, disponible en ligne le 3 mars 2015: <http://nypost.com/2014/03/27/obama-says-us-not-entering-into-new-cold-war/>

c P. Pomerantsev, M. Weiss, « The Menace of Unreality: How the Kremlin Weaponizes Information, Culture and Money », THE INTERPRETER, a project of the Institute of Modern Russia, p.4. Disponible en ligne le 24 février 2015 : http://www.interpretermag.com/wpcontent/uploads/2014/11/The_Menace_of_Unreality_Final.pdf